

Het land dat nooit was

par Maarten Van Ginderachter, Koen Arts,
Antoon Vrints

Présentation critique par Geneviève Warland

Et s'il n'y avait pas eu de révolution en Belgique, mais une scission du royaume des Pays-Bas sous la férule d'un des deux fils de Guillaume I^{er}? Et si Léopold II n'avait pas colonisé le Congo? Et si le bourgmestre de Bruxelles, Jules Anspach, avait pu imposer à l'ensemble du territoire belge son modèle de planification urbanistique à la française? Et si le suffrage universel avait été introduit en 1893 plutôt que le vote plural? Et si la Belgique n'avait pas reçu l'aide alimentaire des États-Unis via le Comité national de secours alimentaire durant la Première Guerre mondiale? Et si Léopold III avait adopté pour la Belgique une forme de régime de Vichy durant la Seconde Guerre mondiale et qu'il avait été contraint de renoncer définitivement au trône à la fin de celle-ci?

Telles sont quelques-unes des questions posées dans ce livre qui interroge tant l'histoire de Belgique que la méthode du travail historique, en particulier du raisonnement historique¹. Voici une œuvre collective stimulante où l'histoire d'un petit pays, souvent présentée comme un laboratoire original

de construction nationale et politique, croise l'épistémologie, discipline philosophique portant sur les fondements de l'histoire comme de toute science. Quelques heures de lecture à la fois divertissantes, enrichissantes et stimulantes tant en ce qui concerne les idées que la démarche de pensée.

C'est à imaginer dix scénarios pour une histoire alternative de la Belgique sur le mode du « et si » que s'est amusé intellectuellement un groupe d'historiens flamands, issus des universités du Nord du pays: Gand, Anvers et Louvain. L'essai, un *novum* dans le paysage historique belge, est réussi. Le jeu en valait la chandelle: si les voies imaginaires proposées reposent toutes sur un fort degré de plausibilité, elles montrent non seulement ce que le cours de l'histoire peut avoir d'arbitraire, mais encore que des déplacements plus ou moins importants n'auraient pas eu nécessairement des conséquences fort différentes de celles que l'on observe réellement. C'est ce que révèle singulièrement l'analyse de l'échec fictif de l'entreprise coloniale de Léopold II, laquelle n'aurait pas empêché un système d'exploitation abusive de la colonie.

¹ Maarten Van Ginderachter, Koen Arts, Antoon Vrints, *Het land dat nooit was. Een tegenfeitelijke geschiedenis van België*, De Bezige Bij, 2015, 383 p.

Plutôt que d'écrire l'histoire telle qu'elle a été (*wie es eigentlich gewesen ist*), comme l'a enseigné au XIX^e siècle le grand historien allemand, Léopold von Ranke, les contributeurs à ce volume se sont proposés de rédiger l'histoire telle qu'elle n'a pas été (*wie es eigentlich nicht gewesen ist*). Examinant scrupuleusement les sources d'époque et la littérature secondaire, chacun a laissé courir sa fantaisie, toutes proportions étant gardées par les réquisits de la discipline historique. Dans tous les cas, c'est à un ou deux spécialistes de l'époque et de la thématique, fins connaisseurs des sources et du contexte, que la rédaction du contre-récit a été confiée.

L'histoire alternative ou histoire contre-factuelle est un genre d'histoire qui n'a généralement pas bonne presse dans les milieux académiques. La citation d'un des historiens britanniques les plus en vue, Richard J. Evans, parle d'elle-même : « "what if" is a waste of time » (p. 11). Mêlant fiction et réalité, elle représente précisément ce que l'apprentissage du métier d'historien vise à éviter : inventions, extrapolations, exagérations ou minimisations de faits et de phénomènes. La règle d'or consiste généralement à réécrire le moins possible et à coller au plus près de la réalité passée. C'est aussi la raison pour laquelle ce type d'histoire n'est pas très en vogue et que l'on peine à citer des œuvres de valeur dans le domaine. Pourtant, il en existe, comme l'ouvrage du philosophe français, Charles Renouvier, *Uchronie : l'utopie dans l'histoire* (1876) ou celui de l'historien allemand, volontiers épistémologue, Alexander Demandt, *Ungeschehene Geschichte* (1986) (*Histoires qui n'ont pas eu lieu*), ou encore celui de l'historien américain, Robert Fogels, spécialiste d'histoire économique où le genre de *counterfactual history* est le plus pratiqué : *Railroads and American Economic Growth* (1964).

À y bien regarder, la démarche de l'histoire contrefactuelle fait partie intégrante d'une réflexion historique sérieuse sur la recherche des causalités : en effet, l'historien émet des hypothèses et compare différentes possibilités pour mesurer l'impact de chacune d'elle sur un évènement. Pour illustrer ceci, songeons à l'abondance de la littérature historique consacrée au déclenchement de la Première guerre mondiale. Ce fait est assurément extrêmement complexe, mais il est aussi paradigmatique du raisonnement de l'historien qui se pose inévitablement la question de savoir ce qui se serait passé si la Russie n'avait pas mobilisé ses troupes ou si l'Allemagne avait respecté la neutralité du territoire belge, etc. Il s'agit bien là de réfléchir sur le cours des évènements en imaginant ce qui aurait pu se passer si telle décision ou action n'étaient pas survenues. Se référant au sociologue allemand Max Weber et à l'historien français Antoine Prost, les auteurs de l'introduction de *Het land dat nooit was* soulignent avec justesse que « elke goede, verklarende geschiedschrijving is tegenfeitelijk in de zin dat historici oorzaken-gevolgketens die daadwerkelijk gebeurd zijn, vergelijken met sequenties die hadden kunnen gebeuren » (p. 12). En réalité, cette démarche d'heuristique intellectuelle, brièvement décrite ci-dessus à l'exemple de la Première guerre, a été théorisée par le philosophe français Paul Ricœur, inspiré par la philosophie analytique de l'histoire des années 1950-1960 aux États-Unis. Elle porte un nom : l'imputation causale singulière, laquelle est propre au raisonnement historique et évoque l'attribution à chaque fois particulière d'une ou de plusieurs causes à un fait en évaluant leur degré d'importance (et donc en comparant de manière imaginaire ce qui se serait passé si ces causes n'avaient pas été

présentes)². Le mode de raisonnement de l'imputation causale singulière est à la base de l'explication tant dans l'histoire réelle que dans l'histoire contrefactuelle, car elle détermine la façon dont on interprète l'enchaînement des événements dans le premier cas, ou dont on choisit de construire une fiction historique plausible comme dans le second.

Au-delà de la présence du contrefactuel dans la démarche de raisonnement de l'historien, le type de « guerrilla-geschiedenis » (p. 9), telle que les auteurs la surnomment, poursuit un objectif plus large : il vise à dépasser les évidences chez le lecteur et à démonter les croyances en un cours naturel de l'histoire. Ce livre se présente, dès lors, comme un « antidote » contre une histoire téléologique considérant une seule trajectoire possible à l'exclusion de toutes les autres. En son cœur se trouve la question communautaire belge, présente ne fût-ce qu'en filigrane dans les diverses thématiques traitées.

Le message est nettement un message de combat : l'ouvrage s'oppose à une « conception erronée de l'histoire répandue en Flandre », laquelle considère la Belgique de 1830 comme étant nécessairement vouée à l'échec en raison de son caractère biculturel ou bisociétal (p. 14). Il montre que l'éloignement des deux populations belges s'est opéré principalement après la Seconde Guerre mondiale et que l'on aurait pu avoir des scénarios différents, telle que la généralisation du bilinguisme sur l'ensemble du territoire. Trois contributions optent pour des alternatives dans lesquelles les lignes de fracture dans la population belge ne sont pas prioritairement linguistiques, mais idéologiques (catholique et anticléricale) et socioéconomiques.

Ainsi, Maarten Van Ginderachter met en évidence, dans sa contre-histoire du suffrage tempéré de 1893, que l'option d'un système à majorité absolue aurait renforcé la différence entre, d'un côté, une Flandre catholique et, de l'autre, une ville de Bruxelles et une Wallonie libérales et socialistes. Ainsi, Benoît Majerus et Antoon Vrints posent l'hypothèse qu'en l'absence de *Flamenpolitik* par les Allemands au cours de la Première Guerre mondiale, les privations, renforcées par le manque d'aide venant de l'étranger, auraient porté à son comble les disparités entre riches et pauvres de sorte que la lutte pour le maintien de l'ordre se serait déroulée plus vraisemblablement selon la ligne de partage gauche-droite. Enfin, Nico Wouters rend plausible que l'abdication de Léopold III dès la fin de la guerre à la suite de sa collaboration étroite avec le régime nazi n'aurait pas autant envenimé les relations entre les deux communautés linguistiques car il n'y aurait pas eu de question royale.

Les dix essais d'histoire contrefactuelle rassemblés dans ce livre sont structurés de sorte qu'ils dévoilent à la fois leur mode de conceptualisation et d'écriture ainsi que l'histoire « vraie », autrement dit non fictive, tout en évoquant à plusieurs reprises les divergences d'interprétation qui peuvent exister dans l'historiographie scientifique sur certaines questions cruciales de l'histoire de Belgique. Ils ont donc été conçus sous les deux aspects d'une histoire contrefactuelle narrative et d'une histoire contrefactuelle analytique. La première partie de chaque scénario entraîne le lecteur dans un univers alternatif, n'hésitant pas à le déstabiliser quelque peu. Dans la seconde partie, l'historien explique la construction de son récit et distingue, ce faisant, le réel du contrefactuel.

Deux grands axes problématiques de la recherche historique sont ainsi éclairés de manière conjointe : l'un porte sur

2 | Paul Ricœur, *Temps et récit I : l'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983.

l'histoire des origines et des péripéties du conflit communautaire en Belgique ; l'autre est de nature plus méthodologique et concerne, d'une part, une vision linéaire du développement historique et, d'autre part, le rapport entre individus et structures comme facteurs déterminants de l'explication historique.

Une telle dimension réflexive évite l'écueil dans lequel les auteurs du livre n'ont pas voulu tomber : une simple chronique fictive de la Belgique, histoire parallèle rédigée sans expliquer ses tenants et ses aboutissants. À l'inverse, *Het Land dat nooit was* place les normes de qualité du travail historique universitaire au service de l'écriture contre-factuelle en vue de l'élaboration de reconstitutions fictives, mais aussi plausibles : « geen roekeloze speculatie, maar rigoureuze argumentatie » (p. 19). Il s'agit de « variations réalistes » (p. 362), inscrites dans le cadre de possibilités structurellement possibles. Par exemple, avoir placé l'indépendance de la partie méridionale de la Belgique non pas sous le coup d'une révolution mais à la suite d'une guerre entre les deux fils de Guillaume I^{er}, s'inscrit dans l'idée que les deux parties du royaume des Pays-Bas, réunies par le traité de Vienne en 1815, avaient pris des voies trop différentes depuis plusieurs siècles pour ne pas se séparer à nouveau.

Les thèmes abordés portent sur des moments clés de l'histoire de la Belgique, lesquels ont façonné la société belge et sont au cœur des débats historiques : dans l'ordre chronologique, la création de l'État belge en 1830 ; le traité des XXIV articles en 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas et son impact économique pour le commerce maritime vers Anvers ; la politique urbanistique du bourgmestre de Bruxelles Jules Anspach ; la première guerre scolaire en 1879-1884 revue à la lorgnette d'un scandale de pédophilie ; la colonisa-

tion du Congo par Léopold II ; la loi de 1893 sur le suffrage universel tempéré par le vote plural ; les privations de la population belge au cours de la Première Guerre mondiale ; l'impossibilité du retour de Léopold III sur le trône en raison de sa collaboration avec le régime d'occupation nazi ; le « modèle » de l'État belge devenu République à la suite de la question royale et l'inondation catastrophique de 1953 en Flandre. Ces thèmes sont traités respectivement par Tom Verschaffel, Hilde Greefs, Ilja Van Damme et Thomas Vanoutrive, Gita Deneekere, Petra Verwust, Maarten Van Ginderachter, Benoit Majerus et Antoon Vrints, Koen Aerts et Bruno De Wever, Nico Wouters, Tim Soens et Christophe Verbruggen.

Ce compte rendu ne cherche pas à donner un résumé de chaque contribution en particulier, mais il préfère renvoyer à des éléments spécifiques. C'est ce qu'il m'apparaît encore opportun de réaliser ici sous l'angle du rapport au contemporain, c'est-à-dire à la Belgique d'aujourd'hui, qui est un des aspects récurrents du livre. Il n'est pas tant utile de souligner que plusieurs articles commencent par un discours, souvent légèrement modifié, d'Elio Di Rupo, alors Premier ministre, que de révéler les écarts de perception provoqués par certains événements dans la société.

Dans cette optique, la contribution de Gita Deneekere est éloquente : elle montre que la découverte d'un scandale de pédophilie, perpétré par les frères d'une congrégation à Renaix en Flandre, les Broeders van de Goede Werken, dont la poursuite en 1881 a finalement débouché sur un non-lieu, n'a pas suscité dans la population un impact à la mesure de l'attention que lui a accordée la presse libérale de l'époque. Cette attitude est inverse à celle qu'ont provoquée les affaires récentes qui ont ébranlé l'Église catho-

lique belge, dont celle de l'évêque de Bruges, Roger Vangheluwe. Le traitement de cette thématique illustre avec force les changements dans les mentalités et dans les mœurs quant aux atteintes portées à l'intégrité des mineurs d'âge. Si au XIX^e siècle régnait essentiellement la loi du silence, il en va tout autrement du XXI^e siècle. Par là, on mesure les progrès réalisés dans la reconnaissance de la dignité humaine sur plus de cent-cinquante ans.

Histoire de l'enseignement et des ordres catholiques dans le cas d'une guerre scolaire fictivement chamboulée par des scandales, histoire sociale et politique à travers les questions du suffrage ou de la faim au cours de la Première Guerre mondiale, histoire de l'urbanisme en Belgique, histoire coloniale, histoire de l'environnement, histoire politique avec les sujets de la collaboration et de la forme étatique belge — abandon de la monarchie au profit d'une République après la Seconde Guerre mondiale —, voilà autant de domaines historiques qui se prêtent à un scénario contrefactuel, comme l'atteste avec brio cet ouvrage.

À quand une version francophone jetant des feux sur la Wallonie, laquelle est peu présente dans *Het land dat nooit was*, et tentant l'expérience à partir des points de vue des historiens du Sud du pays ? Le livre de l'écrivain belge francophone Frank Andriat, *Bart chez les Flamands*³, peut servir d'incitant : il propose, avec intelligence et humour, une image inversée du rapport économique entre la Flandre et la Wallonie, située dans le futur, mais en prise directe avec l'actualité belge. La Flandre qui, sous l'action de ses hérauts nationalistes, aurait accédé à l'indépendance, subirait les coups conjugués du désinvestis-

sement financier et économique. Au contraire, la Wallonie verrait le chômage descendre en flèche grâce à la découverte d'un filon d'or dans la région de La Louvière... Si la trame est ici très improbable, notamment par le recours à cette ressource naturelle que ne contient pas le sol wallon, l'exercice mérite, quant à lui, d'être réalisé. Il mobiliserait des faits du passé de cette région comme de la Belgique et revisiterait les sources de l'histoire belge pour les disposer autrement et les interpréter avec créativité. À vos plumes, historiens francophones !

³ Frank Andriat, *Bart chez les Flamands*, Waterloo, Grand miroir, 2012.